



Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

En septembre 2012, au sein de la stratégie de communication et de sensibilisation du projet au **Mozambique**, l'équipe nationale du projet a participé à des réunions préparatoires aux séances de formation sur la sensibilisation au droit à l'alimentation avec l'équipe nationale des Nations Unies afin d'accroître leur connaissance et leur compréhension de ce droit de l'homme fondamental. En lien avec la collaboration continue avec le PNUD Mozambique, l'équipe nationale du projet a rencontré le gestionnaire du PNUD pour la division de la réduction de la pauvreté afin de trouver un accord commun sur un nombre d'endroits propices à une collaboration sur des enjeux liés au droit à l'alimentation. Deux résultats tangibles d'une telle collaboration sont l'intégration du droit à l'alimentation au sein du Millennium Village Project du PNUD ainsi que les futurs travaux pour la législation nationale sur le VIH/SIDA, présentement étudiée par le Parlement avant d'être analysée sous l'angle du droit à l'alimentation par l'équipe nationale du projet.

Au **Népal**, l'équipe nationale du projet a commencé à développer un cursus pour l'atelier de formation visant à améliorer les connaissances et les aptitudes des partenaires nationaux pour le suivi du droit à l'alimentation dans le pays. L'atelier, qui aura lieu en novembre 2012, ciblera précisément entre 25 et 30 membres d'institutions nationales, en particulier la commission nationale des droits de l'homme, ainsi que des représentants d'ONG et de la société civile qui œuvre à la protection et au suivi du droit à l'alimentation. Lors d'une réunion avec la commission pour la planification nationale, l'équipe du projet a accepté d'élaborer et de mettre en œuvre conjointement un programme d'orientation pour les officiers du gouvernement qui aura lieu au début de 2013 et qui se concentrera sur le partage d'expériences, de pratiques et de méthodologies dans le but d'inclure le droit à l'alimentation dans le prochain plan triennal, présentement développé. Enfin, le 14 septembre, lors d'une formation de cinq jours organisée par le centre de réhabilitation féminine (WOREC-Nepal) à Kathmandu, le consultant national du projet a facilité une session sur les droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte des migrations, plaçant une emphase particulière sur le droit à l'alimentation. La discussion s'est penchée sur la façon dont les défenderesses des droits de l'homme peuvent effectuer des activités de sensibilisation et de suivi pour la réalisation globale des droits économiques, sociaux et culturels. En somme, 20 défenderesses des droits de l'homme provenant de plusieurs régions étaient présentes.

Enfin, le 25 septembre, l'équipe nationale du projet en **Bolivie** a organisé une réunion du comité technique thématique, au sein de CT-CONAN, afin d'évaluer et d'analyser les indicateurs du droit à l'alimentation pour approbation nationale. Ce processus est présentement mené par le ministère de la justice, l'institut national de la statistique (INE) et le HCDH Bolivie. Par l'entremise de son expertise technique et de son support envers CT-CONAN, le projet contribue à ce processus. Mme Mila Paspalanova du HCDH Mexique, une experte sur les indicateurs des droits de l'homme, était également présente à cette réunion qui s'est terminée par une révision des indicateurs par les pairs.

Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.

L'Équipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: righttofood@fao.org

Site web: www.fao.org/righttofood

